

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Les-antinucleaires-saluent-le>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez
vous > Revue de presse > **Les antinucléaires saluent le report du choix du site pour Iter**

21 décembre 2003

Les antinucléaires saluent le report du choix du site pour Iter

Dimanche 21 décembre 2003 - PARIS (Reuters) - Au lendemain de l'annonce du report du choix du futur réacteur Iter, les antinucléaires français ont donné de la voix dimanche pour réclamer l'annulation pure et simple de la participation française au projet de fusion thermonucléaire. Le réseau "Sortir du nucléaire", qui regroupe 650 associations, syndicats et partis politiques, appelle à une manifestation nationale, le 17 janvier prochain à Paris. Il s'agit de protester à la fois contre la construction de nouveaux réacteurs à fission (EPR), envisagée par le gouvernement Raffarin, et fusion nucléaire (Iter), pour lequel le site de Cadarache, près de Marseille, est en compétition. "Nous sommes devant une relance de fait du nucléaire en France sans qu'aucune consultation des citoyens n'ait été organisée sur les sommes pharaoniques englouties", a expliqué à Reuters Stéphane Lhomme, porte-parole du réseau au sein duquel militent notamment Greenpeace, Sud-Rail, les Verts ainsi que de très nombreuses petites associations. Nous avons quelques semaines pour obtenir l'annulation du projet Iter et exiger que l'on bascule les fonds vers les énergies renouvelables", ajoute-t-il. Le coût total du projet International Thermonuclear Experimental Reactor (Iter), qui doit permettre aux scientifiques de reproduire la fusion thermonucléaire du soleil, est estimé à plus de dix milliards de dollars. De plus, insistent les opposants au nucléaire, la France dispose déjà d'un projet onéreux dans la fusion nucléaire. Un gigantesque laser méga-joule est en cours de construction près de Bordeaux. D'un coût oscillant entre 3,5 et 4,5 milliards d'euros, il doit permettre de simuler des tests de l'arsenal nucléaire français après l'arrêt des essais dans le Pacifique. Quel que soit le site retenu pour Iter - Cadarache ou Rokkasho-Mura, au Japon -, "ce sera une très mauvaise décision pour la planète", selon Stéphane Lhomme.

DEBAT, CONSULTATION, REFERENDUM ? Etant donné l'ampleur des investissements généralement consentis pas le pays d'accueil, "si l'on n'obtient pas l'annulation de la participation française au projet, ce serait un moindre mal que le réacteur s'installe au Japon". Sortir du nucléaire évoque également l'hypothèse d'un référendum. "Nous parlons d'un choix essentiel

sur l'énergie du futur. Cela ne peut pas se faire sans débat citoyen", souligne-t-il. Un "débat fondamental" auquel est prêt à participer Jean Jacquinot, qui dirige le département de fusion contrôlée à Cadarache. Un à un, le chercheur réfute les arguments des écologistes sur les dangers de la fusion nucléaire. "Il n'y a aucune possibilité d'emballement du réacteur, aucun rejet de dioxyde de carbone dans l'atmosphère". "Nous avons une économie aujourd'hui basée sur le pétrole", constate-t-il. "Or le pétrole et le gaz vont devenir des denrées rares, accessibles aux seuls pays riches". Pour assurer l'avenir énergétique de la planète, d'autres choix sont possibles, assure-t-il. "Nous avons aujourd'hui d'autres options que de brûler du dioxyde de carbone". "On a raison de s'interroger sur les déchets nucléaires mais les Verts feraient bien eux de s'interroger s'ils veulent continuer à respirer du Co2, qui est un déchet bien pire". Malgré le report du choix du site d'Iter, au terme de deux jours de réunion aux Etats-Unis, Jean Jacquinot "ne cache pas" qu'il est "très confiant". Mi-janvier, des délégations d'une cinquantaine de pays sont attendues dans les rues de Paris, un mois avant la nouvelle réunion des membres d'Iter (Union européenne, Japon, Corée du Sud, Etats-Unis, Russie et Chine). En fin de semaine, un groupe de femmes finlandaises en "grève du ventre" s'est annoncé après la commande par Helsinki d'un cinquième réacteur nucléaire, de type EPR, au français Areva. Elles exigent l'arrêt du projet, menaçant de ne plus mettre d'enfants au monde pendant quatre ans si le réacteur est construit.